

Cabinet de Bernard Clerfayt

## COMMUNIQUE DE PRESSE

### BERNARD CLERFAYT : PAS D'OPERATIONS DE COM' MAIS DES SOLUTIONS REALISTES ET DURABLES !

Ce matin, une première réunion a été organisée par le Cabinet du Ministre Jan Jambon afin de discuter de la problématique des migrants présents à la gare du Nord. Une seconde réunion, à laquelle les Bourgmestres de Schaerbeek et Bruxelles Ville ont cette fois-ci été invités, a eu lieu cet après-midi. Tous les protagonistes constatent que la situation s'aggrave, mais il n'y a malheureusement pas d'accord sur la façon d'y remédier concrètement.

« Depuis le début, nous souhaitons trouver une solution structurelle pour les migrants qui errent aux alentours de la gare du Nord. Or, jusqu'à présent, Théo Francken, le Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, n'a rien fait à part affirmer qu'il ne ferait rien ! Aujourd'hui, Monsieur Francken et le Ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, semblent vouloir résoudre les échecs de leur politique. C'est une bonne nouvelle... à condition qu'elle soit accompagnée de propositions réalistes et durables ! Nous refuserons de participer à des actions one-shot et tape-à-l'œil qui n'amélioreront en rien la situation sur le terrain. » résume Bernard Clerfayt, Bourgmestre de Schaerbeek.

« Lors de cette réunion, le seul point sur lequel les participants étaient unanimes, c'est que la situation s'aggravait et que c'était notamment dû à la fermeture des centres d'accueil hivernaux. Par ailleurs, nous avons constaté un changement de la nature de la délinquance dans le quartier Nord suite au mélange des différentes populations précarisées dont les migrants (drogue, alcool, vols et même rixes avec armes blanches). Nous sommes d'accord qu'il faut agir rapidement, mais pas sur la façon de le faire. » précise Bernard Clerfayt.

Il a été longuement discuté des solutions à mettre en œuvre pour apaiser les lieux et améliorer le cadre de vie et de travail au sein de la gare et de ses alentours. Le gouvernement fédéral a décidé d'intensifier ses actions sur place. Les polices locales continueront quant à elles à être présentes afin de garantir le maintien de l'ordre dans ce climat de tension.

Mais soyons réalistes : une réponse qui ne serait que policière serait insuffisante et même contre-productive. Elle ne ferait que déplacer le problème.

### CONTACTS PRESSE :

**Marc WEBER**, Chef de Cabinet

02/244 71 23 • 0475/59 70 42 • [mweber@schaerbeek.be](mailto:mweber@schaerbeek.be)

**Isabelle VANHAY**, Responsable communication

02/244 71 20 • 0490/49 46 84 • [ivanhay@schaerbeek.be](mailto:ivanhay@schaerbeek.be)

La Commune de Schaerbeek plaide pour :

- le renforcement de la police des chemins de fer qui ne compte que 70 agents sur un cadre de 110 personnes. Elle doit renforcer ses effectifs et prévoir une présence accrue et continue dans les gares et principalement dans la gare du Nord. Pourquoi ne pas mettre une antenne fédérale sur place comme c'était prévu précédemment dans la réforme de la police des chemins de fer ?
- une réponse de l'Office des Etrangers qui soit claire et précise sur sa capacité de traitement des cas qui lui sont soumis.
- une réponse sur ce qu'on fait aujourd'hui des personnes qui reçoivent un ordre de quitter le territoire. Actuellement, elles sont livrées à elles-mêmes et ne sont aucunement prises en charge.
- un Centre d'Accueil et d'Orientation. En effet, les migrants qui reçoivent un ordre de quitter le territoire, qui ont tout quitté et risqué leur vie pour arriver chez nous ne décideront pas spontanément de rentrer chez eux. Il faut donc développer, avec l'associatif et au niveau européen, une politique digne de retour des migrants qui soit aussi en relation avec les politiques de coopération au développement.

Enfin, nous refusons catégoriquement qu'il y ait des interventions au moment où les associations distribuent les repas.